



HORIZON 2015

REVUE ÉLECTRONIQUE MENSUELLE D'INFORMATION ET D'ANALYSE D'AFRICA 21 SUR LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE DE L'AFRIQUE AU SEIN DE LA GENÈVE INTERNATIONALE

Edito

L'année 2014 a commencé doucement dans la Genève internationale. L'événement marquant de cette rentrée diplomatique était sans conteste le Forum économique mondial de Davos qui a eu lieu du 22 au 25 janvier 2014. Le thème du Forum de cette année s'intitulait « la reconstruction du monde: conséquences pour la société, la classe politique et les entreprises ».

Le Forum est un intéressant mélange de personnalités venant d'horizons très divers: dirigeants d'entreprises, politiciens (du G20 et d'autres pays concernés), responsables des organisations internationales, experts divers, représentants de la société civile, jeunes leaders mondiaux, entrepreneurs sociaux, pionniers des nouvelles technologies, lobbyistes, dirigeants des médias, chefs spirituels et culturels, etc.

Le think tank genevois World Economic Forum souhaite, à travers cet événement annuel, que les personnalités invitées discutent ensemble et forment des idées pour améliorer la gouvernance mondiale. De nombreux sujets étaient à l'ordre du jour dont les plus pertinents furent la lente reprise de l'économie mondiale, le creusement des inégalités et le chômage de masse, l'évolution de l'Afrique, le changement climatique, l'industrie et les nouvelles technologies.

Comme vous le lirez dans ce nouveau numéro d'Horizon 2015, en plus d'être une vitrine pour la Genève internationale, le Forum est un cadre de dialogue précieux où se noue des partenariats avec le secteur privé.

Sommaire

Le débat sur l'après 2015 p. 2

QUESTIONS THEMATIQUES

Santé et population

La lutte contre le sida ne se résume pas à l'accès au traitement p. 6

Bilan de la récolte pour le GAVI p. 7

Alimentation, nutrition et agriculture durable

La faim s'invite au Forum économique mondial de Davos p. 8

Promotion du plein emploi et de l'emploi productif, du travail décent pour tous et de la protection sociale

Symposium international des employeurs sur l'avenir du travail, 5-6 décembre 2013, BIT, Genève p. 9

Publication du rapport sur les tendances mondiales de l'emploi 2014 par l'Organisation internationale du travail p. 10

L'Union pour la Méditerranée s'invite à Genève p. 11

Femmes et commerce en Afrique, réaliser le potentiel, un rapport de la Banque mondiale p. 11

Femmes et PME à l'honneur p. 12

Changement climatique

Lancement d'une plateforme de promotion de l'économie verte à Genève p. 13

L'appel de Ban Ki-Moon à la finance pour lutter contre le changement climatique p. 13

Sommet ministériel GEO à Genève p. 14

Biodiversité

La campagne contre le trafic d'ivoire a commencé en Chine p. 15

Rapprochement CCI/CITES pour le commerce des espèces sauvages dans les pays en développement p. 16

Abréviations/Veille documentaire/Agenda/Annonces/Sponsor, pp.17-19



Le débat sur l'après 2015

Un processus complexe en cours

Le Sommet sur les OMD qui s'est tenu du 20 au 22 septembre 2010 s'est conclu sur l'adoption d'un document final : « tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement », qui représente un plan d'action mondial pour atteindre les huit objectifs anti-pauvreté d'ici 2015. Dans ce document de nouveaux engagements majeurs et des initiatives visant à accélérer la réalisation des OMD ont été faits à l'appui du plan d'action mondial par les gouvernements, les organisations internationales et les partenaires ainsi que par les représentants des entreprises. Par ailleurs, les bases du processus de développement pour l'après 2015 ont été jetées. Celui-ci s'articulera notamment autour des dynamiques suivantes :

- Le Groupe de travail des Nations Unies sur le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, qui a été établi par le Secrétaire général de l'ONU en janvier 2012. Il sert à soutenir l'ensemble des préparatifs pour le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015. Il réunit plus de 60 entités et agences de l'ONU et des organisations internationales et est présidé conjointement par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le PNUD. En juin 2012 le Groupe a remis au Secrétaire général des Nations Unies un premier rapport qui a servi de base de travail pour la suite : « réaliser le futur que nous voulons pour tous ».

- Le Panel de haut niveau de personnalités éminentes sur le programme de développement pour l'après 2015, proposé dès le Sommet sur les OMD de 2010, est lancé en juillet 2012 par le Secrétaire général de l'ONU. Il était composé de 27 membres et co-dirigé par le président d'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, la

Présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, et le Premier ministre de Grande Bretagne, David Cameron. Il incluait également des responsables de la société civile, du secteur privé et des gouvernements. Il a rendu au Secrétaire général de l'ONU, en mai 2013, un rapport intitulé « un nouveau partenariat mondial : éradiquer la pauvreté et transformer l'économie à travers le développement durable » qui proposait plusieurs pistes de réflexion.

Par ailleurs, une convergence va s'effectuer avec les questions de développement durable. En juin 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, appelée également « Rio+20 » a produit un rapport intitulé « l'avenir que nous voulons » qui met en mouvement la plupart des processus intergouvernementaux pour le programme de développement durable de l'après 2015.

Ainsi, il est proposé dans ce document la création :

- d'un Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable qui doit conclure ses travaux en février 2014 et rendre un rapport en septembre 2014 (paragraphe 248) ;
- d'un Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable qui doit remettre également un rapport en septembre 2014 (paragraphe 255 et 256) ;
- d'une Instance politique de haut niveau (paragraphe 84 à 86).

Dans ce contexte, le Groupe de développement des Nations Unies (une structure de coordination regroupant 32 fonds, programmes, agences et départements pour une plus grande cohérence d'action en faveur des OMD) coordonne à son niveau des consultations pour l'après 2015.

Celles-ci ce font au niveau national dans près d'une centaine de pays en 2012 et 2013, mais également de manière thématique, avec le soutien d'organisations et d'agences onusiennes sur les sujets suivants: conflit et fragilité, éducation, durabilité de l'environnement, gouvernance, croissance et emploi, santé, fa-

mine, sécurité de l'alimentation et de la nutrition, inégalités, dynamique de la population, énergie, eau.

En outre, le PNUD et la Campagne du Millénaire des Nations unies (avec le soutien de plusieurs fondations) ont également lancé une vaste campagne auprès de la société civile, en grande partie sur Internet, via la plateforme « MYWorld ». Ainsi, ce ne sont pas moins d'1,7 millions de personnes qui ont donné leur ordre des priorités concernant le nouvel agenda. Les thèmes proposés étaient au nombre de 16 : une nourriture nutritive et abordable, de meilleures routes et transports, protéger les forêts, les rivières, les océans, l'accès à des installations sanitaires et à l'eau potable, un meilleur système de santé, la liberté face aux discriminations et persécutions, une gouvernance honnête et responsable, la protection contre les crimes et la violence, l'égalité homme femme, l'accès au téléphone et à Internet, l'accès à une bonne éducation, l'accès à des services énergétiques fiables à domicile, de meilleures opportunités de travail, les libertés politiques, le soutien aux personnes dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins et enfin les actions contre les changements climatiques. De cette consultation est sorti début septembre 2013 un rapport intitulé « un million de voix : le monde que nous voulons ».

En même temps que « MYWorld », une autre plateforme de consultation sur le processus de développement après 2015 était mise en place, s'intitulant « 2015 : le monde que nous voulons ».

L'évènement spécial de l'Assemblée générale du 25 septembre 2013

L'évènement spécial consacré au bilan des OMD à l'Assemblée générale des Nations unies du 25 septembre 2013 a permis de donner une impulsion politique au processus en cours, ceci deux ans avant la date butoir.

Ainsi, le document final s'articule autour des deux idées phares suivantes :

- réaffirmation des engagements à atteindre les objectifs en cours;
- organisation d'un Sommet en septembre 2015 pour adopter un nouvel ensemble d'objectifs.

Les objectifs s'appuieront sur les fondations posées par les OMD et sur les défis futurs. Ils équilibreront les trois éléments du développement durable, à savoir: fournir la transformation économique et la possibilité de sortir les gens de la pauvreté, promouvoir la justice sociale et la protection de l'environnement.

Les futurs objectifs auront une vocation universelle et impliqueront tous les pays, y compris les pays développés. De même, une marge de manœuvre sera laissée aux Etats pour qu'ils adaptent au mieux les objectifs à la réalité du terrain.

D'ici à septembre 2014, le Secrétariat général de l'ONU préparera un rapport de synthèse de toutes ces consultations et travaux qui servira de base aux négociations entre Etats membres lors du Sommet mondial de septembre 2015.

Les thèmes retenus plus nombreux qu'en 2000

Le Panel de haut niveau a défini des priorités qui modèleront les futurs objectifs, à savoir :

- ne laisser personne derrière;
- intégrer le développement durable au cœur du processus;
- transformer les économies pour la création d'emplois et une croissance plus inclusive;
- construire la paix;
- mettre en place des institutions transparentes et responsables;
- forger un nouveau partenariat mondial.

Santé

Les OMD portant sur les questions de santé devraient être prolongés. Il s'agit des OMD 4, 5 et 6 sur la santé infantile et maternelle ainsi que les maladies transmissibles. En effet, des résultats tangibles ont été enregistrés, et certains pays ont réussi à les atteindre. Cependant, il est nécessaire de poursuivre l'effort et d'être ambitieux sur ces sujets.

L'accès à la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) devrait faire son apparition. Un certain nombre de pays en ont déjà fait une priorité comme en Afrique le Ghana, le Mali, le Rwanda ou encore le Sénégal. L'Assemblée générale de l'ONU a confirmé son importance lors d'un vote porté par le Groupe diplomatie et santé soutenu

par la France le 12 décembre 2012. La résolution indique que la CSU consiste à l'accès des services de santé et des médicaments de qualité et à prix abordables pour tous. Elle ne pourra être effective en Afrique sans l'aide publique au développement d'après la Banque Africaine de Développement (BAD). L'OMS et la Banque mondiale ont déjà à ce titre proposé des indicateurs pour mesurer l'efficacité de la CSU. Dans ce contexte, les facteurs suivants devront notamment être pris en compte: maladies non transmissibles, réémergence de maladies infectieuses, résistance antimicrobiennes, santé et dégradation environnementale ou encore la problématique de l'obésité.

Elimination de la faim chronique et de la pauvreté extrême d'ici 2030

Cet important objectif sera prolongé et probablement complété. Il s'appuiera sur l'initiative « Faim Zéro » du Secrétaire général de l'ONU. Plusieurs points sont ressortis des différentes consultations, dont les plus importants sont: l'importance de la gouvernance à tous les niveaux, le lancement ou le soutien de politiques contre la pauvreté (emploi décent, protection sociale, filets de sécurité alimentaire), l'importance de la résilience au changement climatique, le problème de l'urbanisation croissante, l'intégration de systèmes alimentaires durables sur toute la chaîne de valeur et enfin l'accès aux innovations techniques et aux nouvelles approches agricoles pour les populations rurales et les petits exploitants, y compris les femmes.

Education

La consultation mondiale a permis d'établir que les gens attendaient plus que les savoirs fondamentaux comme objectif. Ils veulent que le prochain objectif inclut l'école primaire et secondaire, l'éducation pratique, notamment à travers l'amélioration qualitative du contenu éducatif.

Inégalités

La lutte contre les inégalités est un thème ré-

current. On parle d'inégalité au sens large, pas uniquement concernant la situation homme/femme, mais aussi entre ruraux et urbains, entre groupes ethniques ou religieux, entre riches et pauvres et toute autre forme d'inégalité. Il y a un désir général de dignité et de respect de tous ainsi que de mettre fin aux dynamiques d'exclusion qui ne sont pas uniquement dues à la pauvreté.

Economie et emploi

Les économies doivent être plus inclusives et génératrices d'emploi. Elles doivent instaurer au cœur de leur fonctionnement le développement durable. Concernant l'Afrique, cela ne sera possible que si elle a accès à l'innovation et aux technologies bon marché en même temps qu'elle assurera l'efficacité de l'utilisation de ses ressources et de son développement économique (instaurer un climat socio-économique propice en interne tout en ayant accès à la coopération internationale à travers les mécanismes établis au niveau de l'OMC et de l'OMPI concernant le transfert de technologie).

La création d'emplois décents est une priorité absolue de l'agenda de développement du continent africain face au défi démographique déjà en cours. C'est un paradoxe car l'Afrique a en son sein les pays qui connaissent les taux de croissance les plus élevés au monde (Mozambique, Angola, Ethiopie). Chaque année les jeunes arrivant sur le marché du travail sont toujours plus nombreux. Les experts de l'OIT prédisent une augmentation moyenne annuelle de 2% de leur nombre sur plusieurs décennies. De l'autre côté, les femmes restent marginalisées dans l'accès à un emploi formel et décent.

De la consultation mondiale ressort également une volonté de mieux contrôler et de rendre plus transparents les flux financiers ainsi que de limiter les capacités des paradis fiscaux. Le Panel de haut niveau du Secrétariat général propose les objectifs indicatifs pour inciter les entreprises à adopter des pratiques et codes pour la transparence et la responsabilité environnementale afin de renforcer la responsabilité de ces acteurs fondamentaux pour le développement.

Environnement

Le changement climatique et la mauvaise gestion des ressources naturelles (eau, nourriture, énergie) sont au cœur des préoccupations des citoyens qui considèrent qu'ils ont pour conséquence de rendre leur société plus inégale et moins sûre. Il y a une réelle volonté pour que le nouvel agenda incorpore la durabilité environnementale à travers le développement socio-économique. Une action est réclamée pour lutter contre les émissions de carbone et les autres formes de pollution. Il s'agit d'un thème central de l'après 2015.

Réduction des risques de catastrophes naturelles et humaines

L'objectif post-2015 s'articulera de nouveau sur le Cadre d'action de Hyogo. Trois éléments ressortent des discussions en cours actuellement, à savoir:

- l'importance des facteurs de risque sous-jacents;
- la gouvernance et la mise en œuvre au niveau local;
- la participation multipartite;
- le développement de normes et de pratiques de haute qualité.

Gouvernance

Un renforcement de la gouvernance est attendu par la société civile. Il s'agit du respect de l'état de droit, de la lutte contre la corruption, de la préservation des droits de l'homme, de la promotion de la paix mais aussi de la protection de l'environnement. La gouvernance s'applique également à la bonne gestion du budget national vers les investissements prévus pour le développement du pays concerné. Le lancement ou le renforcement de politiques devant encourager l'industrialisation, le renforcement de la productivité en particulier dans l'agriculture, l'amélioration du niveau de qualification des travailleurs, le développement du secteur des services, le soutien des petites et moyennes entreprises, des capacités d'innovation, d'encouragement à l'investissement et à la recherche et développement, l'amélioration des infrastructures, sont autant

d'éléments attendus avec impatience.

Une révolution des données est demandée. A ce titre, il faut qu'elles soient disponibles, transparentes, faciles à interpréter, à tous les niveaux géographiques (local, national, mondial), ceci afin de poser les bases d'une révolution de la responsabilité.

Le partenariat mondial

Il devra être renforcé, incluant gouvernements, société civile, ONG, monde académique et secteur privé.

Sources:

[Site Internet Myworld 2015.](#)

[Site Internet du Panel de haut niveau des éminentes personnalités sur le programme de développement pour l'après 2015](#)

[Engagements et initiatives issus du Sommet sur les OMD de 2010.](#)

[Tenir les promesses : Unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ; résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU, A/RES/65/1, New York, 22 septembre 2010.](#)

[Objectifs du millénaire pour le développement et l'après 2015.](#)

[Document final de l'Assemblée générale des Nations Unies du 25 septembre 2013](#)

[A new global partnership: eradicate poverty and transform economies through sustainable development; The Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda, May 2013.](#)

[«Nous devons maintenir l'élan de Rio+20 et le traduire en un programme de développement pour l'après 2015 sans pour autant négliger les OMD » déclare le nouveau président de l'ECOSOC; Conseil économique et social, Session de fond de 2013, 55e séance, New York, 14 janvier 2014.](#)

[Helen Clark; the next global development agenda: From aspiration to delivery; the London School of Economics, International Growth Centre Public Lecture, London, 21st January 2014.](#)

[Jessica Pugliese; preparing African Governments](#)

[for the Post-2015 Development Agenda; Brookings, 31st December 2013.](#)

[Mathilde Bouyé et Jean-Michel Severino; Négociations cruciales aux Nations unies. Comment améliorer les Objectifs du millénaire pour le développement en matière de santé ? Pour un nombre croissant d'Etats, l'une des solutions réside dans l'accès universel aux soins; Le Monde diplomatique, Paris, janvier 2014.](#)

[Paul Stephens; fitting AIDS into the post-2015 agenda; 10th January 2014.](#)

[Hunger, Food Security and Nutrition in the post-2015 Development Agenda, informal Consultation with CFS Stakeholders; FAO/WFP, Rome, 11 February 2013.](#)

[Vers un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe; UNISDR, Genève, 2011.](#)



Santé et population

La lutte contre le sida ne se résume pas à l'accès au traitement

C'est en substance le résumé de la réunion de haut niveau qui a eu lieu à Washington début janvier entre UNAIDS et la Banque mondiale. En effet, tout le monde a reconnu qu'il y avait d'autres facteurs qui facilitaient la propagation de la maladie qui n'avaient pas, jusque-là, été suffisamment pris en compte. Les éléments sociaux et structurels sur lesquels une action est souhaitée sont: la question de genre, la stigmatisation et la discrimination, le manque d'accès à l'éducation et des conditions de vie instable.

Pour ce faire, les deux organisations ont prévu de travailler en étroite collaboration avec le PNUD principalement et d'autres agences et programmes si nécessaire, pour répondre à cette problématique.

La réunion a défini plusieurs pistes de travail :

- soutien aux pays pour qu'ils adoptent progressivement un système légal qui supprime toute loi discriminatoire, en particulier envers les populations à risque vis-à-vis du sida ;
- meilleur accès à un revenu, condition de logement et de travail décent pour ces populations ;
- accélérer les réformes envers la couverture santé universelle et l'accès aux soins.

D'un accord commun, les personnes présentes ont soutenu que la question de la fin du sida devait faire partie des objectifs de développement de l'après 2015 ainsi que la couverture santé universelle. Le soutien sous toute ses

formes à la recherche scientifique concernant la maladie a été rappelé.

Deux réunions de haut niveau portant sur le sida et sa problématique sociale ont été programmées pour l'année 2014 : une première en Afrique du Sud qui portera plus spécifiquement sur les recherches en cours et leurs applications pratiques, l'autre à Melbourne en Australie pendant la Conférence internationale sur le sida qui aura lieu en juillet.

La lutte contre le sida est un facteur important dans la lutte pour réduire la pauvreté et la marginalisation. La maladie est reconnue par les chercheurs comme poussant à une pauvreté plus profonde, exacerbant les inégalités économiques et sociales. Michel Sidibé, directeur exécutif de l'ONUSIDA, a dit à cet égard: « mettre fin à l'épidémie de sida et à l'extrême pauvreté sont à notre porté (...). Nos efforts combinés contribueront à un mouvement mondial pour que les gens aient accès à des soins de qualité et vivent en dehors de la pauvreté et de la discrimination ». Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, d'ajouter : « l'argent seul est insuffisant pour mettre fin à la pauvreté, tout comme la science seule ne pourra venir à bout du sida sans que nous ne nous attaquions aux facteurs sociaux et structurels (...). Pour mettre fin au sida et à la pauvreté, nous avons besoin de volonté politique durable, d'activisme social et un engagement indéfectible vers l'équité et la justice sociale ».

Dernièrement, la Commission du Lancet sur l'investissement dans la santé a estimé que plus de 24% de la croissance dans les pays en développement et à revenu intermédiaire était dû à un meilleur accès à la santé. Le retour sur investissement est immense d'après les scientifiques : investir sur le terrain de la santé permet un gain évalué entre 9 et 20 fois la mise de départ.

Source:

[UNAIDS and the World Bank Group endorse action points to address extreme poverty and AIDS; Geneva/Washington, 15th January 2014.](#)

Bilan de la récolte pour le GAVI

Toujours à Davos, le GAVI a annoncé les résultats de son mécanisme de levée de fonds pour la vaccination à destination des enfants. L'organisme a pu récolter en l'espace de trente mois 150 millions US\$ auprès des entreprises et fondations ainsi que de leurs personnels. Ce mécanisme innovant est soutenu par le gouvernement britannique et la Fondation Bill et Melinda Gattes qui se sont engagés à doubler systématiquement les sommes données. D'autres entreprises et institutions aident matériellement le GAVI dans sa chaîne logistique de vaccination tels que Vodafone pour la gestion des stocks de vaccin ou encore la Fondation ELMA pour le transport et la réfrigération.

Le Forum de Davos permet de souligner le rôle important que joue le secteur privé pour des organisations telles que le GAVI en offrant une exposition à des causes et en facilitant les contacts au plus haut niveau. Davos est une vitrine des partenariats public/privés.

Source:

[Private sector partnerships prove critical to vaccinating children in poorest countries; GAVI alliance, Davos, 24th January 2014.](#)



Alimentation, nutrition et agriculture durable

La faim s'invite au Forum économique mondial de Davos

C'est à Davos que s'étaient donnés rendez-vous les responsables de la lutte contre la faim au sein du système des Nations unies. Ainsi, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) y assiste depuis près de 10 ans afin de sensibiliser sur les enjeux de la malnutrition et de nouer de nouveaux partenariats avec le secteur privé à travers le défi « Faim zéro » (d'après l'organisation, la plupart des partenariats avec le secteur privé sont nés lors de ce forum).

De l'autre, les entreprises s'organisent au sein du réseau d'affaire « SUN » (« Scaling-Up Nutrition – renforcer la nutrition) pour répondre à cet appel. Ainsi, lors du dernier Forum, le réseau a annoncé la signature de 40 nouvelles entreprises multinationales. L'objectif de SUN est d'atteindre d'ici 2015 les 99 membres.

Il a pour action concrète de s'engager à nourrir 127 millions de femmes et d'enfants qui souffrent de malnutrition chaque année d'ici à 2020. En 2012 ils ont distribué 79 millions de repas dans les écoles.

Ce partenariat multipartite est co-hébergé par le PAM et GAIN (qui était également présent à Davos) et accueille d'autres agences onusiennes, des organisations de la société civile et des donateurs. Le réseau assiste 46 pays qui connaissent un haut niveau de pauvreté et de malnutrition.

Le réseau est également engagé sur le terrain. A ce titre, on peut mentionner le fait que 70 entreprises locales en Tanzanie ont exprimé leur intention de s'impliquer pour la Stratégie nutritionnelle nationale tanzanienne.

Le responsable du Groupe consultatif de SUN (qui anime le réseau), le Pdg de Royal DSM, M. Feike Sjbjesma, ajoutait : « nous cherchons à recruter au niveau mondial et à inclure des entreprises de tous les secteurs car la malnutrition a un impact profond sur les économies. Nous nous réjouissons par avance des progrès réalisés alors que nous continuons d'agrandir notre réseau ».

Le réseau pousse ses membres à soutenir les efforts concernant l'agriculture, le développement de produits, les systèmes d'infrastructure, les canaux de distribution ou encore la recherche et développement.

La Directrice exécutive du PAM, Mme Cousin concluait : « éliminer la faim est un impératif moral que le monde ne peut pas s'offrir d'ignorer. Ce n'est pas simplement faire une bonne chose, mais c'est une chose intelligente à faire. La stabilité dans le monde, la croissance économique et le développement humain ne seront possibles que quand nous aurons assuré la nourriture et la nutrition pour tous à travers le monde ».

Le défi « faim zéro »

Lancée en parallèle du Sommet de Rio+20 par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, l'initiative s'articule autour de 5 points :

- 100 % d'accès à une alimentation adéquate toute l'année ;
- zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance ;
- tous les systèmes agro-alimentaires sont durables ;
- 100 % d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants ;
- zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires.

Il s'agit d'une approche holistique qui implique tous les acteurs concernés: gouvernements, société civile, entreprises, agriculteurs. Un accent particulier est mis sur l'agriculture familiale.

Pour en savoir plus :
[Site Internet Zero Hunger.](#)

[Site Internet Scaling-up nutrition.](#)

Sources :

[Le PAM à Davos – Faim Zéro concerne tout le monde; Davos, 21 janvier 2014.](#)

[Business Scales Up Action to Combat Global Malnutrition; Davos, 22nd January 2014.](#)

[Global Leaders from Business and Civil Society Sign Zero Hunger Challenge at Davos; WFP, Davos, 23rd January 2014.](#)



Promotion du plein emploi et de l'emploi productif, du travail décent pour tous et de la protection sociale

Symposium international des employeurs sur l'avenir du travail, 5-6 décembre 2013, BIT, Genève

Les 5 et 6 décembre 2013 avait lieu au siège du Bureau International du Travail (BIT) à Genève un symposium sur l'avenir du travail regroupant chercheurs, représentants du secteur privé et du monde politique. L'objet de la réunion était de mieux comprendre les conséquences sur le marché du travail de la mondialisation, de l'informatique et d'Internet, ainsi que les évolutions démographiques.

Un certain nombre d'éléments sont déjà en action en Afrique, d'autres pourraient avoir des conséquences dans un avenir proche.

Ce que l'on retiendra des présentations et interventions :

- Le traditionnel contrat à durée indéterminée a pris un coup dans l'aile (même s'il reste très majoritaire dans les contrats de travail réalisés), alors qu'en revanche l'utilisation des agences d'intérim, des boîtes de placement et des sociétés de partage d'employés sont à la vogue. Cette tendance s'explique d'une part par la conjoncture économique générale, mais aussi par la recherche toujours plus poussée de flexibilité au sein des entreprises.

- Du fait d'une utilisation toujours plus accrue des technologies informatiques et d'Internet, les experts du BIT ont constaté un phénomène de polarisation du marché du travail qui se traduit par une diminution des emplois moyennement qualifiés par rapport aux emplois très qualifiés. Les emplois faiblement qualifiés, qui gagnent le plus en nombre, connaissent une légère amélioration au niveau salarial.

- Les nouvelles technologies et l'automatisation (utilisation de robots industriels comme sur les chaînes de montage automobile par exemple) ont rendu moins pénible et dangereux un certain nombre de tâches, et permis une plus grande productivité du travail. L'accessibilité au niveau

mondial de cet ensemble technologique a changé la donne de la concurrence sur le marché mondial. Les pays pauvres et intermédiaires ont vu leur niveau de vie s'améliorer.

- La formation est un enjeu important, en particulier en cours d'emplois, afin de répondre aux évolutions de la demande et à l'adaptation aux nouvelles pratiques et technologies. Le niveau d'éducation a beaucoup augmenté en quelques décennies. Il est reconnu que l'investissement continu dans les compétences à plusieurs effets positifs dont : la participation à la croissance économique future, la diminution des inégalités de revenu et enfin la protection contre les effets négatifs de la polarisation de l'emploi. Une main d'œuvre instruite est une main d'œuvre plus inventive et créatrice.

Face aux changements en cours, les réglementations internationales vont devoir évoluer. En effet, la législation se base sur le principe du contrat de travail à durée indéterminée, mais ne prend pas en compte la flexibilité de plus en plus importante des relations entre employés et employeurs.

Sources:

[Symposium de l'OIT pour les employeurs sur l'avenir du travail; OIT, Genève, 5-6 décembre 2013.](#)

[Note d'information et de synthèse, l'avenir du travail: ce que les éléments d'appréciation nous disent, et ce que cela signifie; symposium de l'OIT pour les employeurs sur l'avenir du travail, Genève, 5-6 décembre 2013.](#)

[Maarten Goos; comment le monde du travail est en train de changer : un examen des éléments d'information; symposium de l'OIT pour les employeurs sur l'avenir du travail, Genève, 5-6 décembre 2013.](#)

[David Autor et David Dorn; Technologie, anxiété, passé et présent; symposium de l'OIT pour les employeurs sur l'avenir du travail, Genève, 5-6 décembre 2013.](#)

Publication du rapport sur les tendances mondiales de l'emploi 2014 par l'Organisation internationale du travail

Plusieurs grandes tendances ressortent du document qui vient d'être publié par le BIT. En premier lieu, au niveau mondial la reprise est trop molle pour éponger le nombre de chômeurs sur le marché du travail. En 2013, 202 millions de personnes étaient officiellement à la recherche d'un emploi, soit 6% de la population active mondiale. D'ici 2018, ce chiffre devrait augmenter de 13 millions.

Les principales victimes de cette stagnation de la situation sont les jeunes. 74,5 millions de personnes entre 14 et 25 ans sont au chômage, soit à l'échelle mondiale 13% (2 fois supérieur à la moyenne).

Autre tendance inquiétante, de plus en plus de personnes découragées décident de sortir du marché du travail. L'OIT estime ce nombre à 23 millions de personnes.

Les profits réalisés par les entreprises ont été essentiellement réinjectés dans les marchés boursiers au détriment de l'économie réelle génératrice d'emploi. La demande globale n'est pas encore au rendez-vous. C'est pourquoi les experts du BIT estiment que la création de nouveaux emplois sera insuffisante dans les années à venir. D'où le commentaire du Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, à la présentation publique du document : « Ce dont nous avons immédiatement besoin, c'est de repenser nos politiques ». En effet, le rapport encourage à lancer des politiques plus propices à la création d'emploi ainsi qu'à l'augmentation du revenu découlant du travail afin de créer plus de croissance économique.

Dans les pays en développement et en Afrique en particulier, l'emploi informel occupe toujours une place importante et les efforts pour améliorer la qualité des postes ont eu moins de portée. Ainsi dans le rapport il est dit : « sortir plus de travailleurs de l'informalité reste crucial afin d'améliorer les conditions de travail et générer les revenus liés aux taxes que les gouvernements récoltent pour renforcer leurs systèmes sociaux. À cet effet, la réduction des travailleurs pauvres est étroitement liée au déclin de l'informalité ».

L'Afrique continue de pâtir du faible nombre d'emplois stables. Le nombre d'emplois dit

« vulnérables » selon le BIT est estimé à 77,3%, ce qui fait de cette partie du monde la plus touchée par ce phénomène. L'Afrique du nord subit à cet égard un chômage de masse, notamment parmi les jeunes. Conséquence directe, moins de personnes sortent de la pauvreté. En 2013, 839 millions de travailleurs dans le monde étaient considérés comme pauvres (moins de 2\$ par jour), et 375 millions extrêmement pauvres (moins de 1,25 \$ par jour, ils étaient 600 millions au début des années 2000).

En conséquence de quoi l'OIT souligne que la création d'emplois décents est une priorité au niveau de l'agenda mondial du développement qui devrait se retrouver dans les prochains objectifs de développement de l'après 2015.

Sources :

[Tendances mondiales de l'emploi 2014. La faible reprise économique ne touche pas l'emploi; BIT, 21 janvier 2014.](#)

[Global Employment Trends 2014. Working poverty reduction stalled; ILO, 21st January 2014.](#)

[Guy Ryder; Reducing inequality will boost economic growth; ILO, 24th January 2014.](#)

[ILO: Weak Global Recovery Has Curtailed Job Growth; VOA News, 20th January 2014.](#)

L'Union pour la Méditerranée s'invite à Genève

Le 21 janvier 2014 le Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), M. Sijilmasi, était présent à Genève pour signer plusieurs accords avec les organisations internationales de la place. La première visite fut pour l'Organisation internationale du travail. Un accord de coopération a été signé afin de renforcer les relations opérationnelles portant sur la création d'emploi, la place des femmes dans l'économie, la jeunesse et le dialogue social, l'énergie, l'environnement, la formation, la coopération triangulaire Sud-Nord-Sud. Plusieurs réunions de travail sont planifiées dans les mois à venir.

L'autre visite de la journée fut pour M. Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED. Les discussions ont porté sur la coordination et les synergies entre les deux structures concernant l'intégration

régionale, la facilitation du commerce et la promotion des investissements.

Voici une sélection de projets de l'Union pour la Méditerranée pouvant entrer en synergie avec la CNUCED et l'OIT :

- Initiative méditerranéenne pour les emplois (Med4jobs) lancée en janvier 2013, et qui a pour but de renforcer la capacité de création d'emplois dans les pays du sud.

- le Centre de développement euro-méditerranéen pour les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises, qui a pour but de soutenir le développement du commerce à travers un réseau de 20 agences publiques et privées du Sud et de l'Est de la Méditerranée, à l'initiative de la Chambre de commerce de Milan et du gouvernement italien (EMDC, Euro-mediterranean Development Center for MDMEs).
- Observatoire euro-méditerranéen pour la promotion du travail décent, la sécurité et la santé au travail, suite à la Conférence ministérielle sur l'emploi et le travail dans l'espace euro-méditerranéen tenue à Bruxelles le 21 novembre 2010.

- Office méditerranéen de la jeunesse (une sorte d'Erasmus méditerranéen) qui vise à favoriser la mobilité universitaire et l'attribution de bourses (sous condition que les Etats européens facilitent l'accès aux visas).

- Création d'une Fondation des femmes pour la Méditerranée qui accueille l'Observatoire euro-méditerranéen sur les violences faites aux femmes dans la suite de la Conférence programme sur le rôle de la femme dans l'espace méditerranéen de Marrakech au Maroc, les 11 et 12 novembre 2009.

- « Skills for success- Employability skills for women », est un programme de formation aux compétences favorisant l'emploi et destiné aux jeunes femmes sans emploi et défavorisées qui ont terminé leurs études secondaires. Il vise également à l'émancipation économique des femmes dans les pays du sud de la Méditerranée. La phase pilote du projet sera mise en œuvre dans les capitales du Maroc, de la Tunisie, d'Egypte, du Liban et de Jordanie.

Sources:

[UfM Secretariat strengthens operational institutional relations with ILO and UNCTAD; UfM, Barcelona, 21st January 2014.](#)

[L'OIT et l'Union pour la Méditerranée signent un accord en faveur des entreprises, de l'emploi et du développement des compétences; BIT, 21 janvier 2014.](#)

[Julien Chambolle; l'Union pour la Méditerranée, de la mort à la résurrection \(2008-2012\); Africa 21, note n°3, Genève, 2013.](#)

Femmes et commerce en Afrique, réaliser le potentiel, un rapport de la Banque mondiale

M. Draganov Secrétaire général adjoint de la CNUCED a ouvert la présentation du rapport en rappelant quelques tendances.

En Afrique il y a une distinction entre croissance et création d'emploi. Un des principaux défis du continent africain pour le 21ème siècle sera de créer suffisamment d'emplois pour tous et sortir les pays de la pauvreté. Les jeunes sont victimes du sous-emploi, mais une autre catégorie de la population africaine, encore plus importante, souffre tout autant : les femmes. Bien que globalement la condition féminine s'améliore, la place de la femme dans l'économie africaine reste marginale.

Les femmes sont généralement concentrées dans les secteurs les moins rémunérateurs quand elles ne travaillent pas dans le secteur informel. D'après M. Branton, expert à la Banque mondiale, les femmes en Afrique représentent 70 à 80% des personnes occupées dans le secteur informel, en particulier dans l'agriculture. Pourquoi autant de femmes dans le secteur informel ? Les femmes sont très dynamiques pour la création d'entreprises, mais généralement elles manquent d'accès aux formations adéquates et au financement pour le développement de leurs affaires, comme l'illustrent les études de cas de la Banque mondiale en Tanzanie ou en Ouganda. Elles sont souvent contraintes d'exploiter des terres moins productives et non pas un accès facile aux intrants. De plus, la commercialisation de leurs produits est plus ardue, faute d'accès aux réseaux d'exportation traditionnels. Des programmes ont été lancés pour faciliter les démarches administratives pour la création et la

gestion d'entreprises et pour le commerce. Cependant, les formulaires sont disponibles trop souvent uniquement en ville. Or la femme africaine peut être femme d'affaire, mais elle est également pilier de la famille (et s'occupe des tâches quotidiennes du foyer) et par conséquent ne peut que rarement s'éloigner de sa maison et donc se rendre en ville pour récolter les documents nécessaires pour formaliser son petit commerce. Les procédures et le financement sont des problèmes récurrents, mais elle doit également faire face au harcèlement des fonctionnaires. Ainsi, aux douanes 85% d'entre elles doivent payer un pot de vin quand elles ne subissent pas brimades, confiscation des biens voir de la violence, comme le révèle la Banque mondiale qui a fait des sondages aux frontières de la RDC, du Burundi, du Rwanda et d'Ouganda. Pour contrer ce problème, elle a mis en place un système d'alerte par téléphone, mais le dispositif est loin d'être généralisé. En outre, une Charte pour le commerce transfrontalier a été élaborée afin de répondre à ce problème entre la Zambie et le Malawi.

D'après M. Draganov il faut prendre des mesures redistributives de richesse et sexospécifiques. Par exemple dans des dispositifs tels que l'Aide pour le commerce ou le Cadre intégré renforcé, des dispositions pourraient être prises pour promouvoir la place de la femme dans l'économie. On pourrait déjà commencer tout simplement par intégrer la dimension genre dans les études réalisées dans le cadre de ces programmes afin de faire l'état des lieux. C'est la volonté de la CNUCED que d'inclure la question des genres dans les études sur le commerce. En effet, les données et les études manquent cruellement sur ce type de problématique. De plus, comme le souligne l'expert de la Banque mondiale, cette dernière par exemple pourrait ajouter des éléments axés sur la question des genres dans ses critères d'accès au crédit. En outre, bien que des mesures soient prises au niveau national et régional, il n'y a pas d'indicateurs fiables pour mesurer l'impact réel.

Sources :
Africa 21

[Irène Musselli et Simonetta Zarrilli ; trade policy and gender inequalities : a country-based](#)

[analysis ; UNCTAD, Geneva, October 2012.](#)

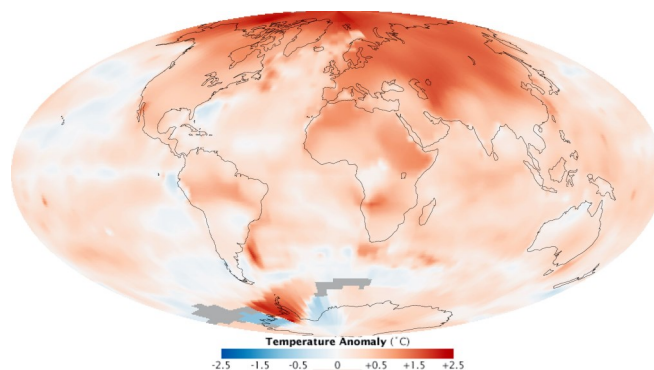
[Addressing women-specific trade constraints to unlock economic benefits in Africa; ITC, 21st January, 2014.](#)

Femmes et PME à l'honneur

La promotion des femmes dans l'économie était également à l'ordre du jour de la rencontre début janvier entre la responsable du CCI, Mme Arancha González, et son homologue d'ONU-Femmes, Mme Mlambo-Ngcuka. ONU-Femmes cherche à renforcer sa coopération avec les autres agences et programmes de l'ONU afin d'améliorer l'intégration des femmes dans l'économie mondiale. Cette promotion doit passer par une aide spécifique portée aux femmes dans la création et la gestion de petites et moyennes entreprises. Comme le reprend le communiqué du CCI, 34% des entreprises dans le monde ont une femme pour dirigeant, et ce chiffre bien qu'insuffisant, augmente constamment. Mme González rappelle que d'ici à 2030 ce ne sont pas moins de 80% des emplois au niveau mondial qui seront créés par des petites et moyennes entreprises. La responsable du CCI fait un lien direct entre promotion des PME dans les objectifs de l'après 2015 et promotion de la femme dans les économies émergentes. En effet, la majorité des femmes entrepreneurs actuellement le sont au sein de PME. Enfin, les deux dirigeantes se sont mis d'accord pour dire qu'un effort particulier devait être porté sur les pays en sortie de crise.

Source :

[ITC and UN Women want stronger United Nations focus on women's economic empowerment; ITC, 16th January 2014.](#)



Changement climatique

Lancement d'une plateforme de promotion de l'économie verte à Genève

Le 22 janvier 2013 a été lancé à Genève le « Green Growth Knowledge Platform (GGKP) », une plateforme Internet portant sur les théories et les savoirs liés à l'économie verte. Le site, sous forme de e-library, contient 600 sources qui balaient à la fois les aspects techniques aussi bien que les politiques publiques. 193 pays sont traités sous l'angle environnement et économie sur le site Internet. Le GGKP est un consortium d'institutions de recherche et d'organisations travaillant sur la croissance verte. L'initiative est soutenue financièrement par le gouvernement suisse (le GGKP étant domicilié à Genève) qui y voit une manière de consolider un cluster sur l'économie verte dans le pays, mais aussi le Global Green Growth Institut (GGI), l'OCDE, l'UNEP et la Banque mondiale. Le GGI est la dernière-née des organisations internationales. Il s'agit d'un réseau de centres de recherche sur l'environnement, dont le siège est basé en Corée du sud. Le Directeur exécutif de l'UNEP, Achim Steiner, disait à propos de la plateforme : « la transformation vers l'économie verte n'est pas uniquement une question d'environnement. Elle doit être une priorité à travers toutes les facettes de l'agenda de développement de l'après 2015 afin de créer de la croissance et de la prospérité et améliorer les conditions de vie ».

Source :

[New Web Platform Launched to Accelerate Green Economy Transition; UNEP, Geneva, 22nd Ja-](#)

[nuary 2014.](#)

L'appel de Ban Ki-Moon à la finance pour lutter contre le changement climatique

Présent au Forum économique mondial de Davos, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon a eu l'occasion de faire la promotion de l'économie verte devant les responsables d'entreprise et autres leaders présent sur place. Ainsi il a appelé le milieu de la finance à investir « dans l'économie verte plutôt que dans l'économie brune », identifiant quatre priorités :

- investissement et renforcement des flux financiers en direction des infrastructures à faible émission de carbone (à travers les produits financiers climatiques, type obligation) ;
- Freiner les investissements à destination des industries polluantes ;
- Améliorer la transparence concernant les émissions de carbone des entreprises dans lesquelles les banques investissent (synergie possible avec le groupe de travail de l'ISAR de la CNUCED –voir Horizon 2015 n°2) ;
- Enfin, orienter les règles des marchés financiers et boursiers vers des perspectives de développement durable.

Ban Ki-Moon a profité du Forum pour mettre en avant l'agenda de l'ONU concernant l'environnement. Ainsi, en septembre 2014 l'ONU a prévu à New York un sommet sur les changements climatiques afin de « lancer des actions communes ambitieuses pour réduire les émissions de carbone et renforcer la résilience climatique, et pour préparer un accord contraignant sur le climat en 2015 » en perspective de la conférence de la CCNUCC à Paris.

Ce message était en lien avec plusieurs tables rondes portant sur les catastrophes naturelles liées au changement climatique, phénomènes qui coutent de plus en plus cher aux sociétés. Les assureurs ont ainsi évalué les coûts des catastrophes naturelles climatiques en 2012 à 81 milliards US\$ et pour 2013 à 38 milliards US\$. Ce bilan ne prend pas en compte les pertes humaines.

Le Forum économique mondial, think tank organisateur du forum de Davos, considère que

« nous sommes maintenant à un stade critique dans le débat global sur le changement climatique ».

Sources :

[A Davos, le changement climatique était aussi au menu du Forum; La libre Belgique, 25 janvier 2014.](#)

[Climat: à Davos, Ban exhorte le secteur privé à s'impliquer davantage; Centre d'actualité de l'ONU, 24 janvier 2014.](#)

Sommet ministériel GEO à Genève

Le Groupe pour l'Observation de la terre est né à la suite du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 et à l'initiative du G8 (groupe des 8 pays les plus industrialisés). GEO a pour but de fournir de l'information à la prise de décision pour les décideurs et coordonne la création d'un système mondial des systèmes d'observation des milieux naturels, appelé GEOSS. Cette initiative s'inscrit dans la lignée de Rio+20 qui encourage à l'observation et à l'amélioration des connaissances des milieux naturels et de leurs évolutions. La réalisation de ce dernier a été planifiée sur la période 2005-2015. Ce plan décennal a également établi les champs d'observation offrant des bénéfices sociaux : catastrophes naturelles, santé, énergie, climat, eau, météorologie, écosystème, agriculture et biodiversité.

En 2014 le Groupe comportait, sur une base volontaire, 90 gouvernements et 77 organisations intergouvernementales, internationales et régionales ayant un mandat en lien avec la thématique.

Un des nombreux sujets abordés (voir document ci-dessous) cette année lors de la Conférence ministérielle GEO X de Genève, du 15 au 17 janvier fut la mise en place d'un système de mesure global pour mieux connaître l'acidification des océans. Ce phénomène est dû en grande partie à la dissolution de CO² dans l'atmosphère du fait de la pollution.

Il est encore assez mal connu mais a déjà des conséquences très visibles sur les économies

du littoral, notamment sur l'aquaculture, l'ostréiculture et d'autres productions marines. Les organismes marins à squelette carboné comme les coraux, sont très vulnérables à ces changements (le corail est fondamental dans l'écosystème marin car il est le lieu où les poissons se reproduisent, grandissent et se nourrissent). Les scientifiques manquent cruellement de données pour mieux mesurer les effets. Depuis le milieu du XVIIIe siècle ils estiment que les concentrations de CO² émis dans l'atmosphère ont augmenté de 40%. L'océan absorbe un quart du CO² produit. Les premières évaluations sur l'acidification des océans indiquent une augmentation de 30% qui correspond à un record depuis les 55 derniers millions d'années. Les estimations donnent une augmentation de 170% d'ici 2100 si rien n'est fait.

C'est pourquoi la communauté scientifique a décidé de mettre en place lors de la conférence à Genève un réseau d'observation GOA-ON. Des bases de données sont déjà en cours de constitution. Cependant une standardisation des relevés au niveau mondial était nécessaire pour assurer cohérence et garantir la qualité. Les données collectées serviront à créer des modèles pour mieux comprendre à quoi ressemblera l'océan de demain. En outre, les informations produites pourront servir pour des évaluations locales afin de mieux réagir aux problèmes encourus. Pour finir, les conférenciers ont pris la décision de lancer la réflexion sur l'après 2015 et de commencer à réfléchir à la prolongation de GEO pour la période 2015-2025.

Sources :

[Caroline Depecker; Un réseau mondial pour quantifier l'acidification des océans; Le Temps, Genève, 17 janvier 2014.](#)

[Carole Depecker; pour une meilleure observation de la terre; Le Temps, 17 janvier 2014.](#)

Documents de la conférence :

[Déclaration de Genève, GEO, 17th January 2014](#)

[Rapport d'activité GEO, Genève, 17 janvier 2014](#)

[Déclarations des participants au 10e Sommet GEO, Genève, 12-17 janvier 2014.](#)



Biodiversité

La campagne contre le trafic d'ivoire a commencé en Chine

Ces dernières semaines la lutte contre le trafic d'ivoire a pris une tenue particulière. En effet, le gouvernement chinois a annoncé une importante prise d'ivoire illégale dans la province de Guangzhou, issue du braconnage d'éléphants en Afrique. Guangzhou est la province de prédilection du commerce et de la transformation de l'ivoire en Chine. Une cérémonie publique était organisée en vue de la destruction des 6,1 tonnes de produits saisis. Il s'agit d'un geste fort dans la prise de conscience en Asie et particulièrement en Chine de la menace que fait peser ce phénomène. Cette initiative a été unanimement saluée par les associations de protection de la faune et de la flore à travers le monde. Le Secrétaire général de la CITES était invité à s'exprimer lors de cette cérémonie publique. Après avoir remercié comme il se doit le gouvernement chinois, M. Scanlon a déclaré que « le commerce illégal d'ivoire d'éléphant avait un impact dévastateur pour les éléphants d'Afrique et que cela pose un problème pour les populations et leur mode de vie. Il est temps que ça s'arrête. La communauté internationale dans son entier est déterminée à mettre fin au trafic illicite d'ivoire ». Lors de la Conférence des Parties de la CITES en mars 2013 un premier appel avait été lancé pour la sauvegarde des éléphants d'Afrique, appel renouvelé avec plus d'urgence récemment à Gaborone où les pays concernés s'étaient engagés à s'attaquer

dans son entier à la chaîne du commerce illégal d'ivoire. M. Scanton a mis en garde publiquement les trafiquants : « si vous voulez faire du commerce avec de l'ivoire illégal d'éléphant, vous savez maintenant que vous encourrez un risque important d'être arrêté, poursuivi en justice et sévèrement puni, et votre retour sur investissement concernant le commerce d'ivoire illégal se traduira par une peine de prison, de lourdes amendes et la confiscation de vos biens ». Cette prise est le premier effet de la mise en place d'un Plan d'action national sur l'ivoire établi en commun entre le gouvernement chinois et la CITES. La Chine s'est également lancée dans l'Opération Cobra pour le renforcement de la lutte contre le commerce illégal de faune sauvage. Elle finance également le système de suivi de la CITES appelé MIKE (voir numéro précédent d'Horizon 2015) ainsi que plusieurs initiatives de protection de la nature en Afrique.

Le Secrétaire général de la CITES s'est permis de saluer au passage les engagements pris par le Kenya, la Malaisie, les Etats Unis et l'Union européenne concernant la protection de la faune et le financement de MIKE. Depuis que le braconnage d'éléphant a été reconnu comme un crime sérieux, la communauté internationale a en main toutes les clés pour lutter efficacement contre ce trafic mafieux.

Peu de temps après, Hong Kong annonçait à son tour la destruction de 30 mètres cube d'ivoire.

Sources :

[CITES Secretary-General's statement at an event to crush confiscated elephant ivory; CITES, Dongguan, China, 6th January 2014.](#)

[Africa: China to Destroy Ivory, Condemn Wildlife Trafficking; Africa Wildlife foundation, Washington, 4th January 2014.](#)

[China destroys tonnes of illegal ivory; Al-Jazeera, 6th January 2014.](#)

[Joe Decapua; Hong Kong to Destroy 30 Tons of Ivory; VOA News, 24th January 2014.](#)

Rapprochement CCI/CITES pour le commerce des espèces sauvages dans les pays en développement

Les représentants de la CITES et du CCI se sont retrouvés pour établir une collaboration en vue d'accompagner les communautés rurales des pays en développement à mieux s'approprier les bénéfices du commerce de produits issus de la vie sauvage. Cela va du cueilleur, au producteur, en passant par le transformateur, le grossiste et l'acheteur. Sont concernés des produits comme les peaux exotiques (serpent, crocodile, zèbre, lion, etc.), les plantes médicinales, les fibres naturelles ou encore les bois précieux (comme le bois de rose par exemple). Les deux organisations se sont entendues pour réaliser des études communes sur les chaînes de valeur de ces produits et leur implication pour la liste de la CITES inscrite dans l'Annexe II. Ce type de commerce est vital pour des millions de personnes à travers le monde. On peut imaginer la vulnérabilité de ces groupes si les écosystèmes se dégradaient, ou que le changement climatique impactait la biodiversité.

Lors de la rencontre, Mme Arancha González a déclaré: « les marchés transparents et bien réglementés ont un rôle extrêmement important à jouer dans la survie des plantes et des animaux sauvages. Ce partenariat renforcera les efforts du CCI pour construire des modèles de commerce qui incitent les collectivités et les petites et moyennes entreprises à utiliser la biodiversité pour le commerce de produits et services d'une manière durable ».

John E. Scanlon a ajouté : « travailler avec le CCI va nous permettre d'aider les pays à collaborer dans la transparence avec les partenaires sur toute la chaîne de valeur afin de maximiser les avantages du commerce légal pour les communautés rurales, durable et traçable des espèces inscrites à la CITES, en particulier pour soutenir l'éradication de la pauvreté. Il permettra également aux pays de veiller à ce que les espèces inscrites à la CITES soient conservées et que les avantages potentiels pour les communautés rurales soient réalisés en réglementant le commerce de la faune ».

Source :

[ITC and CITES team up to support livelihoods of poor rural communities; ITC, 23rd January](#)

2014.

Annexe II de la CITES :

Il énumère les espèces qui ne sont pas nécessairement menacées actuellement d'extinction, mais qui pourraient le devenir si le commerce n'était pas étroitement contrôlé. Le commerce international des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II peut être autorisé par l'octroi d'un permis d'exportation ou un certificat de réexportation. Aucun permis d'importation n'est nécessaire pour ces espèces (même si un permis est nécessaire dans certains pays qui ont pris des mesures plus strictes que la CITES ne l'exige). Les permis ou certificats ne doivent être accordés que si les autorités compétentes sont convaincues que certaines conditions sont remplies, en particulier que le commerce ne nuira pas à la survie de l'espèce à l'état sauvage.

Pour plus d'information :
[Annexes de la CITES](#)

ABREVIATIONS

BAD: Banque Africaine de Développement
 BIT: Bureau International du Travail
 CCI: Centre du Commerce International
 CITES: Convention on International Trade in Endangered Species
 CCNUCC: Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
 CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
 CSU: Couverture Sanitaire Universelle
 EMDC: Euro-Mediterranean Development Center ou Centre de développement euro-méditerranéen
 GAVI: Global Alliance for Vaccines and Immunisation ou Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation
 GKFK: Green Growth Knowledge Platform ou Plateforme de savoir sur la croissance verte
 GEO: Group on Earth Observations ou Groupe d'observations de la terre
 GEOSS: Global Earth Observation System of Systems ou Système des systèmes d'observation mondiale de la terre
 GOA-ON: Global Ocean Acidification. Observing Network ou Réseau d'observation mondial sur l'acidification des océans
 IUCN: International Union for Conservation of Nature ou Union internationale pour la conservation de la nature
 MIKE: Monitoring the Illegal Killing of Elephants ou Veille sur le braconnage des éléphants
 OCDE: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
 OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights ou Bureau di Haut-commissaire pour les Droits de l'homme des Nations unies
 OIT: Organisation Internationale du Travail
 OMD: Objectif du Millénaire pour le Développement
 OMD post-2015: Objectifs du Millénaire pour le Développement après 2015
 OMPI: Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
 OMS: Organisation Mondiale de la Santé
 PAM: Programme Alimentaire Mondial
 PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement
 RDC: République Démocratique du Congo
 SUN: Scaling-Up Nutrition ou renforcer la nutrition
 UNAIDS: ou ONU SIDA
 UNCTAD: United Nations Conference on Trade and Development ou Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
 UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization ou Organisation des Nations Unies sur l'éducation, la science et la culture
 UpM: Union Pour la Méditerranée

VEILLE DOCUMENTAIRE

AGENDA

[Promoting low-carbon investment; Investment Advisory Series, Series A, Number 7; UNCTAD, Geneva, 2014.](#)

11-12 February; the 'International Wildlife Trafficking - solutions to a global crisis' symposium; CITES, London, the United Kingdom.

[Rapport mondial sur les salaires 2012/13. Salaires et croissance équitable; OIT, Genève, 2014.](#)

11-13 February; regional consultative workshop on sharks for Africa; FAO/CITES, Casablanca, Morocco.

[Guide on employment policy and international labour standards; Employment Policy Department, ILO, Geneva, 2014.](#)

13 February; the London Conference on the Illegal Trade in Wildlife; CITES, London, the United Kingdom.

[Global employment trends 2014; ILO, Geneva, 2014.](#)

17-21 February; 7th session; Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises; Geneva, Switzerland.

[World Economic Situation and Prospects 2014; UNCTAD, Geneva, 2014.](#)

19 February; ILO Solution Exchange Forum on Youth Employment; ILO, Doha, Qatar.

[Global AIDS response progress, reporting 2014. Construction of Core Indicators for monitoring the 2011, United Nations Political Declaration on HIV and AIDS; UNAIDS, Geneva, 2014.](#)

20 February; 4th Inter-Agency Consultative Group Meeting on the Preparatory Process for the Comprehensive 10-Year Review Conference on the Almaty Programme of Action Location; UNCTAD, Geneva, Switzerland.

[Assessing global land use: balancing consumption with sustainable supply; UNEP, Paris, 2014.](#)

21 February; Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States; UNCTAD, Geneva, Switzerland.

25-27 February; WG II - Task Group on Data and Scenario for Impact and Climate Analysis (TGICA-20); IPCC, Geneva, Switzerland.

ANNONCES

Le *think tank* Africa 21 (www.africa21.org) est une association créée et basée à Genève en 2010 et reconnue d'utilité publique par les autorités suisses en 2012.

De par sa nature et son mode de fonctionnement l'association est en recherche perpétuelle de nouveaux membres et de contributeurs.

Recherche de contributeurs et de bénévoles

Nous recherchons des spécialistes des questions liées à la diplomatie du développement économique, humain, de l'environnement mais également des thématiques de l'intégration régionale en Afrique.

De même, toute personne susceptible de nous aider dans le fonctionnement au quotidien de l'association est la bienvenue (administration, comptabilité, recherche de financement, réseautage).

Recherche de partenaires

Notre structure ne saurait se développer sans l'aide de partenaires. C'est pourquoi nous recherchons :

- Partenaires de recherche (*think tank* africains ou non, structures académiques, entreprises de conseil, organisations publiques ou internationales), pour faire de l'échange d'information et d'expertise, mais aussi monter des projets.

- Partenaires financiers et logistiques (sous forme de mécénat, de sponsoring et de facilités matérielles).

Africa 21 recherche également des missions de consulting, merci de nous consulter pour avoir plus de détails.

Africa 21 organise régulièrement des cafés diplomatiques sur ses thèmes de prédilection. Si vous souhaitez participer aux cafés, n'hésitez pas à nous écrire. Nous vous ajouterons à la liste d'invitation.

Pour toute remarque concernant le contenu de cette lettre ou si vous souhaitez répondre à notre appel, n'hésitez pas à contacter le responsable de l'édition, Julien Chambolle à :

julien.chambolle@africa21.org

Equipe de rédaction

Responsable éditorial: Julien Chambolle

Responsable adjoint: Alejandro Gómez López

Communication: Mouhamadou Diop

Horizon 2015 est diffusé auprès de 3200 personnes.

SPONSOR

Avec le soutien de la



AFRICA 21 SOUTIENT

SafePlanet

Africa 21 soutient la campagne de sensibilisation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en faveur de la protection de l'environnement et de la santé humaine contre les effets des produits chimiques et des déchets dangereux. Pour en savoir plus sur « *Safe planet* », [cliquez ici](#).

Crédit image: BIT, Wikicommon.